

Commission : Conseil de sécurité

Question : 2030 : Les guerres des mondes

Auteur : Brésil

Depuis l'arrivée du Président Lula au pouvoir, le Brésil reste fidèle à une ligne de conduite pacifique, plaidant pour le dialogue et une diplomatie active, sans programme d'armement nucléaire ni de militarisation excessive, il prône des solutions diplomatiques pour résoudre les conflits mondiaux. Le Brésil a mis l'accent sur la médiation et l'unité pour éviter l'escalade des conflits internationaux, en particulier ceux en Ukraine et au Moyen-Orient. Il a par exemple refusé de soutenir des sanctions militaires ou économiques contre la Russie et a prôné une approche de négociation multilatérale pour résoudre la crise en Ukraine. Le Brésil doit jouer le rôle de médiateur pour des solutions pacifiques.

Le Brésil investit une part relativement faible de son PIB dans le domaine de la défense comparé aux grandes puissances militaires, environ 1,2 % du PIB est consacré aux dépenses militaires. Ce pourcentage est bien en dessous de la moyenne mondiale, il reste relativement faible par rapport aux autres grandes nations et reflète son approche principalement défensive. De plus, Le Brésil ne possède pas d'arme nucléaire et a une position forte en faveur de la non-prolifération. En 1998, le pays a ratifié le Traité de non-prolifération nucléaire (TNP) et s'engage à respecter ce traité, y compris l'interdiction de produire ou de posséder des armes nucléaires. Le Brésil est membre de plusieurs traités et organisations promouvant la paix et la sécurité internationale, notamment le Traité de Tlatelolco, qui vise à créer une zone exempte d'armes nucléaires en Amérique latine.

Ensuite, le Brésil reste très prudent sur l'utilisation de l'intelligence artificielle à des fins militaires et favorise une approche éthique, défensive et de protection nationale plutôt qu'une perspective offensive, axée sur la cybersécurité, la surveillance des frontières et la logistique ainsi que le renforcement de la sécurité extérieur. L'absence de programmes de développement d'armes autonomes et létales confirme cette ligne de conduite, dans une démarche qui privilégie les solutions pacifiques et le respect des droits humains. Le Brésil collabore sur des questions d'IA et de défense avec plusieurs pays, notamment les États-Unis, la France, et des partenaires latino-américains. Cependant, cette coopération reste surtout axée sur le partage d'expertise technique et des projets de recherche conjointe en matière de cybersécurité et de surveillance. C'est pourquoi, les BRICS n'ont pas de politique commune sur l'IA militaire, car les membres divergent dans leurs priorités et capacités. Si le Brésil et l'Afrique du Sud privilégient une régulation éthique et des usages défensifs, la Russie, la Chine, et l'Inde investissent plus activement dans l'IA militaire pour des raisons de sécurité stratégique et de développement technologique.

Le Brésil est à la fois une route de transit pour la drogue destinée à l'Europe et aux États-Unis et un marché de consommation de drogues, ce qui aggrave les tensions internes et exige des stratégies multidimensionnelles. Le Brésil a une position officielle ferme de lutte contre le narcotrafic surtout par rapport au Fentanyl. Néanmoins, cette position est de plus en plus nuancée. D'un côté, le pays maintient une politique de répression stricte, notamment via des opérations militaires et des contrôles frontaliers. D'un autre côté, il reconnaît la nécessité d'intégrer des politiques sociales, de réduction des risques et de réformes pénales pour diminuer la violence liée au narcotrafic. Le Brésil favorise une approche équilibrée, combinant des actions de sécurité publique avec des programmes sociaux pour s'attaquer aux causes profondes du trafic de drogues et de la criminalité. Le Brésil est signataire des trois conventions de l'ONU sur les drogues, qui constituent le cadre international de la lutte contre le trafic et l'abus de stupéfiants. La Convention unique sur les stupéfiants de 1961, la Convention sur les substances psychotropes de 1971 et la Convention contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes de 1988. Le Brésil collabore aussi avec ses pays voisins comme la Bolivie, le Pérou et la Colombie pour renforcer la coopération contre le trafic de drogues ainsi que contrôler le trafic transfrontalier, limiter le transport de drogue et former les forces de l'ordre brésiliennes et étrangères pour le contrôle des frontières.

Le Brésil affirme ses principes de non-intervention et de résolution pacifique des conflits et de coopération multilatérale ainsi que son rôle de médiateur. De plus, la participation du Brésil dans ces accords internationaux souligne son engagement pour une lutte multilatérale et concertée contre le trafic de drogues. Enfin, la position du Brésil vis-à-vis de l'intelligence artificielle reflète un engagement vers une utilisation responsable, éthique et inclusive de cette technologie, tant pour soutenir son développement économique que pour garantir le respect des droits fondamentaux. En s'alignant sur des standards internationaux et en promouvant une réglementation proactive, le Brésil cherche à

intégrer l'IA dans une stratégie de progrès social et de sécurité, tout en veillant à atténuer les risques éthiques et les impacts sur l'emploi et la vie privée de ses citoyens